



LA FEDERATION COMMUNIQUE

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

LES VÉRITABLES ENJEUX ESCAMOTÉS

Le Président de la République a conclu le 11 octobre 2017 le premier chantier des États Généraux de l'Alimentation. Le gouvernement présentera une loi début 2018, applicable par ordonnances. Ces annonces officielles confirment des tractations entre composantes du patronat pour la répartition de la valeur créée dans l'ensemble des filières agroalimentaires, pour une large part, par les salariés. A la clé, une augmentation généralisée des prix pour les consommateurs est programmée. A la fois, on prend dans les mêmes poches et de surcroît, on « assure » aux couches populaires une nouvelle aggravation des inégalités, cette fois-ci, alimentaires.

Dénonçant la course au prix le plus bas, conséquence de la loi de 2008 dont Macron fut un des promoteurs sous la bague de Sarkozy, il propose aujourd'hui aux agriculteurs d'inverser la logique de la fixation des prix et de partir des « coûts de production » en agriculture. Derrière les mots, se cache une attaque supplémentaire contre le « coût du travail ». La poursuite du pillage du travail salarié et du travail paysan par les industriels agroalimentaires et la grande distribution se poursuivra. Les États généraux ne font aucune mention des niveaux de rentabilité financière ni des dividendes indécents versés aux actionnaires. Et pour cause, 7 des 14 ateliers, et pas des moindres, étaient présidés par des dirigeants des grands groupes dominants. La facture sera payée par les salariés, les consommateurs et les petits agriculteurs.

Par ailleurs, l'organisation des producteurs, à elle seule, n'est pas de nature à rééquilibrer le rapport des forces à l'intérieur de chaque filière sans une intervention pérenne et forte de l'État. Ce n'est pas à l'ordre du jour des stratégies économiques mises en œuvre par le gouvernement. Par contre, l'intervention publique, de 5 milliards d'€ en cinq ans pour accompagner l'agriculture dans cette réorganisation, serait-elle l'équivalent d'un « plan de licenciements » pour les petits et moyens agriculteurs voués à disparaître ? Cet objectif signifierait l'accélération de la concentration agraire, contraire à un type de développement agricole soucieux de la sauvegarde des ressources naturelles et de l'environnement, participant d'un aménagement harmonieux du territoire. Ce risque est corroboré par l'affirmation du Président qui veut « *des modèles plus productifs et capables d'affronter la concurrence internationale.* » On est loin d'une agriculture plus proche des citoyens !

Dans ces conditions, l'accès pour tous à une alimentation saine et de qualité n'est qu'un slogan de tréteau. L'alimentation est un élément vital pour les populations. Une véritable politique alimentaire et nutritionnelle publique doit garantir l'accès pour tous à une alimentation saine et diversifiée à des prix socialement acceptables. Les orientations proclamées par Macron n'y répondent pas. Au contraire, elles lui tournent le dos.

Montreuil, le 13 octobre 2017